

## SUITE À UNE FAUSSE ALERTE À LA BOMBE

# L'aéroport d'Alger évacué

En moins de trente minutes, les deux aérogares de l'aéroport international d'Alger sont passées au peigne fin. Tous les accès menant vers l'enceinte aéroportuaire sont placés sous haute surveillance. L'alerte est générale. Un appel téléphonique anonyme, faisant état de l'existence d'un colis piégé dans le périmètre de l'aéroport, a mis les services de sécurité sur les dents.

**Abder Bettache - Alger (le Soir)** - Aussitôt, une fouille générale est enclenchée. Première mesure : l'accès des véhicules au périmètre de l'aéroport est momentanément suspendu. Ceux se trouvant au niveau du parking jouxtant l'aéroport international sont passés au crible.

Les voyageurs et le personnel en exercice ont été quant à eux invités à quitter le grand hall.

La fouille doit toucher toutes les parties de l'aéroport. Une véritable course contre la montre est engagée. Il est neuf heures passées de dix minutes.

L'opération «de recherche» dure depuis plus d'une quinzaine de minutes. Point de colis piégé. Les chiens renifleurs sont sollicités. En

uniforme ou en civil, les services de police sont déployés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'aérogare.

L'opération de recherche se fait sous le regard vigilant de leurs responsables. Talkie-walkie à la main, la coordination est assurée aussi bien avec les responsables se trouvant au niveau des lignes nationales qu'avec les éléments déployés sur le terrain ou postés à l'intérieur de l'international. Il s'agit d'un véritable test pour les services de police.

Ces derniers ne se limitent pas à la seule opération de recherche. Ils vont auprès des voyageurs pour les rassurer ou du moins leur expliquer leur «opération».

La cause : chez certains voyageurs, les



La fouille a duré trois heures.

signes d'affolement commençaient à apparaître.

Beaucoup d'entre eux étaient sur le point d'embarquer, lorsqu'ils ont été invités à quitter les lieux. Pendant ce temps, de très longues files d'attente d'automobiles sont visibles de loin. Bloqués dans l'encombrement, certains voyageurs, dont l'heure de départ était fixée en milieu de mati-

née, ont opté pour la course à pied pour être à l'heure.

Les recherches tirent bientôt à leur fin, mais point de colis piégé. Pendant ce temps, des instructions sont données pour alléger le dispositif de sécurité est assuré la fluidité de la circulation automobile. L'entrée de l'aéroport reperd progressivement

son rythme habituel.

Au niveau des halls A et B, de très longues queues sont formées. Un officier supérieur de la police donne instruction

à ses subordonnés pour accélérer le traitement de l'entrée des voyageurs.

A l'intérieur de l'aérogare, la «vie» reprend son cours normal. En petits groupes, des éléments de la police judiciaire, reconnaissables à leurs tenues, font le va-et-vient.

D'autres personnes en civil, talkie-walkie mis en évidence, scrutent les passants, alors qu'au niveau de certaines boutiques, on commente l'incident.

«Il faut s'y habituer. C'est un fait banal qui se produit dans tous les aéroports du monde», explique un revendeur à sa collègue nouvellement recrutée.

Il est 11h 30 mn. La tension baisse d'un cran. L'alerte est levée. La panique a duré trois heures.

A. B.

## SIDI-BEL-ABBÈS

### Émeutes à Oued Sebaâ

Dans la journée de lundi dernier, la commune de Oued Sebaâ, relevant de la daïra de Ras-El-Ma, (Sidi-Bel-Abbès), a été secouée par des émeutes. Dans la matinée, quelques travailleurs recrutés dans le cadre du programme «Blanche Algérie» se sont soulevés contre les autorités locales réclamant leur salaire des trois derniers mois.

Selon nos sources, les contestataires, qui étaient décidés à tout saccager sur leur passage, n'avaient, en réalité, commencé à travailler que depuis le début du mois de janvier.

Cependant, lors des négociations avec les autorités, ils ont exigé le versement de trois mois de salaire, justifiant leur demande par le fait que le gouvernement a débloqué le budget du programme «Blanche Algérie», au profit des communes en novembre dernier et que dans d'autres localités, leur a-t-on dit, les travailleurs ont été rémunérés depuis le mois évoqué.

Les contestataires avaient entamé leur mouvement de colère vers 10h, dans la matinée de lundi. Malgré les assurances du P/APC et du chef de daïra sur le versement du salaire du mois de janvier dans les prochains jours, leur colère montera tout de même d'un cran.

Les soixante-dix salariés concernés ont été rejoints par des citoyens qui avaient afflué dans la région en ce jour de souk hebdomadaire.

La RN 13, au niveau de Oued Sebaâ, a été bloquée, des barricades ont été érigées pour empêcher les autorités d'accéder à la localité, et des pneus ont été brûlés. Bref, le dialogue entre contestataires et autorité a abouti dans l'impasse, leur rage ayant même redoublé de férocité.

Ils reprochent à l'Etat de ne pas prendre en considération les difficultés qu'ils vivent au quotidien dans cette zone déshéritée. Finalement, face à cette situation qui menaçait de dérapier, la gendarmerie a dû intervenir énergiquement pour rétablir le calme et dégager les routes, en procédant à l'arrestation de 10 personnes, accusées d'atteinte à l'ordre public et d'incitation aux troubles.

Les mis en cause seront présentés incessamment devant le procureur de la République de Telagh. Très tard dans la soirée l'on apprend que le calme semble rétabli.

A. M.

## BOUIRA

# Un enseignant pédophile arrêté

L'affaire de l'enseignant pédophile de l'école primaire Mohamed-Boutaoues, de Ras-Bouira, dans la wilaya de Bouira, qui a défrayé la chronique ces derniers jours, a connu hier son épilogue.

Accusé de pédophilie par ses élèves de 4<sup>e</sup> année primaire, l'enseignant en question, qui a été dénoncé par la directrice de l'école, a disparu depuis le 20 janvier dernier avant d'être arrêté par les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale devant le siège de la direction de l'éducation de la wilaya de Bouira.

Selon des informations concordantes, le mis en

cause, âgé de 50 ans, marié à trois épouses et père de 12 enfants, a été arrêté devant le siège de la DE. Au moment de son arrestation, il avait sur lui la carte d'identité de son frère, il était rasé de près et habillé à l'occidental, si bien que les services de sécurité avaient eu du mal à le reconnaître.

Sa présence dans l'enceinte de la DE n'était pas due au hasard, puisque le mis en cause devait com-

paraître devant le conseil de discipline pour répondre de l'accusation d'attouchements à l'encontre de ses propres élèves, au nombre de 14. A l'issue de la réunion du conseil de discipline, ayant été reconnu coupable, l'enseignant a été radié du corps de l'éducation nationale.

Pour rappel, l'affaire a éclaté le 20 janvier dernier, lorsque la petite Manal, scolarisée en 4<sup>e</sup> année, a révélé, en pleurs, à la directrice de l'école Mohamed-Boutaoues de Ras Bouira, ce que son maître venait de lui faire subir.

Immédiatement, la directrice de l'école a informé la DE, tout en déposant plainte contre cet enseignant.

De leur côté, les parents d'élèves, informés par la directrice sur les agissements de cet enseignant, ont tous porté plainte contre ce dernier.

Cependant, alors que l'enseignant pédophile était en fuite, la Direction de l'éducation, sur la base d'un rapport de l'inspecteur de la circonscription, a décidé de traduire la directrice de cette école devant le conseil de discipline le 22 février prochain, pour n'avoir pu éviter ou prévenir les agissements de ce pervers.

Pour les parents d'élèves qui ont signé une pétition de soutien en faveur de cette directrice, la DE aurait dû la féliciter au lieu de la sanctionner. Aussi, ces parents, qui ont décidé de multiplier les actions de protestation, demandent au nouveau directeur de l'éducation, qui a été installé ce samedi, de procéder à la levée de la mesure prise par l'ancien DE à l'encontre de la directrice de l'école.

Y. Y.

## TIZI-OUZOU : DES CITOYENS FERMENT

### UNE AUTOROUTE

# Cauchemar sur la RN 12

Les milliers d'automobilistes et de citoyens qui se sont rendus hier dans l'est de Tizi-Ouzou ont souffert le martyre. Et pour cause, les habitants de la banlieue Est de Tizi-Ouzou ont, tôt dans la journée d'hier, procédé à la fermeture d'un tracé très fréquenté de la RN12, menant vers Oued-Aïssi. Pour attirer l'attention sur leur quotidien peu enviable, qui s'est aggravé après les dernières pluies, ils ont eu recours, eux aussi, à l'émeute. A l'aide de pneus brûlés et de ferraille, ils ont

fermé la route à la circulation pendant de longues heures. En fin de compte, les «révoltés» ont pu se faire entendre, et en milieu d'après-midi, la tension est retombée après que des élus de l'APC de Tizi-Ouzou eurent rassuré les citoyens des hameaux avoisinant Chamlal que leurs problèmes, notamment celui de l'assainissement, posés depuis plusieurs années, seront pris en charge dans les plus brefs délais.

A. M.